

NATIONS UNIES

**Assemblée générale**

CINQUANTE-DEUXIÈME SESSION



*Documents officiels*

Cinquième Commission  
34e séance  
tenue le  
lundi, 1er décembre 1997  
à 15 heures  
New York

---

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 34e SÉANCE

Président : M. CHOWDHURY (Bangladesh)

Président du Comité consultatif pour les questions  
administratives et budgétaires : M. MSELLE

SOMMAIRE

POINT 135 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DU TRIBUNAL INTERNATIONAL CHARGÉ DE  
POURSUIVRE LES PERSONNES PRÉSUMÉES RESPONSABLES DE VIOLATIONS GRAVES DU DROIT  
INTERNATIONAL HUMANITAIRE COMMISES SUR LE TERRITOIRE DE L'EX-YOUGOSLAVIE  
DEPUIS 1991

POINT 137 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DU TRIBUNAL CRIMINEL INTERNATIONAL  
CHARGÉ DE JUGER LES PERSONNES PRÉSUMÉES RESPONSABLES D'ACTES DE GÉNOCIDE OU  
D'AUTRES VIOLATIONS GRAVES DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE COMMIS SUR LE  
TERRITOIRE DU RWANDA ET LES CITOYENS RWANDAIS PRÉSUMÉS RESPONSABLES DE TELS  
ACTES OU VIOLATIONS COMMIS SUR LE TERRITOIRE D'ÉTATS VOISINS ENTRE LE  
1er JANVIER ET LE 31 DÉCEMBRE 1994

POINT 114 DE L'ORDRE DU JOUR : EXAMEN DE L'EFFICACITÉ DU FONCTIONNEMENT  
ADMINISTRATIF ET FINANCIER DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (suite)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de  
la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*,  
au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et  
également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct  
pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE  
A/C.5/52/SR.34  
10 décembre 1997  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

La séance est ouverte à 15 h 10.

POINT 135 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DU TRIBUNAL INTERNATIONAL CHARGÉ DE POURSUIVRE LES PERSONNES PRÉSUMÉES RESPONSABLES DE VIOLATIONS GRAVES DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE COMMISES SUR LE TERRITOIRE DE L'EX-YOUGOSLAVIE DEPUIS 1991 (A/51/976; A/52/520 et A/52/696; A/C.5/52/4 et Corr.1)

POINT 137 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DU TRIBUNAL CRIMINEL INTERNATIONAL CHARGÉ DE JUGER LES PERSONNES PRÉSUMÉES RESPONSABLES D'ACTES DE GÉNOCIDE OU D'AUTRES VIOLATIONS GRAVES DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE COMMIS SUR LE TERRITOIRE DU RWANDA ET LES CITOYENS RWANDAIS PRÉSUMÉS RESPONSABLES DE TELS ACTES OU VIOLATIONS COMMIS SUR LE TERRITOIRE D'ÉTATS VOISINS ENTRE LE 1er JANVIER ET LE 31 DÉCEMBRE 1994 (A/52/30, A/52/520 et A/52/697; A/C.5/52/13)

1. M. HALBWACHS (Contrôleur) dit que le rapport du Secrétaire général sur le financement du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 (A/C.5/52/4 et Corr.1) contient une demande de crédits pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1998. Le montant net des crédits demandés s'élève à 64,2 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 15,6 millions de dollars et correspond à la création de 204 postes supplémentaires par rapport au tableau d'effectifs approuvé pour 1997. Cette augmentation portera l'effectif total du personnel à 571, en comptant la transformation de 52 postes occupés par du personnel fourni à titre gracieux en nouveaux postes temporaires. Il est prévu de ne pas utiliser de personnel fourni à titre gracieux après 1998.

2. Ces crédits demandés tiennent compte de la restructuration du Tribunal international en vue de lui permettre de faire face aux tâches futures. Actuellement, 20 prévenus sont détenus à La Haye; le procès en première instance de cinq d'entre eux a commencé, 13 attendent leur procès et deux ont fait appel. En 1998, 12 investigations complètes sont prévues et un nombre accru de procès sera instruit conformément au mandat du Tribunal international de procéder sans délai inutile à des procès équitables. Le montant des ressources demandées tient compte des besoins dans les domaines suivants : enquêtes, poursuites, honoraires des avocats de la défense et coûts connexes ainsi que construction d'une deuxième salle de tribunal et l'achat de matériel et les frais de fonctionnement.

3. Le rapport du Secrétaire général sur le financement du Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994 (A/C.5/52/13) présente en détail les ressources dont le Tribunal aura besoin pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1998. Le montant net total de ces ressources s'élève à 52,9 millions de dollars, ce qui représente une augmentation nette de 16,9 millions de dollars et correspond à l'inscription de 167 postes supplémentaires au tableau d'effectifs approuvé pour 1997. Cette augmentation portera les effectifs totaux

/...

à 584 personnes, y compris la transformation en postes temporaires de deux postes occupés par du personnel fourni à titre gracieux.

4. Actuellement, 21 personnes sont détenues à Arusha. Grâce aux deux salles d'audience qui seront opérationnelles en 1998, les chambres connaîtront de six affaires en première instance. Compte tenu des progrès réalisés dans les trois procès qui se déroulent actuellement devant les chambres, il faut envisager la possibilité que des appels soient formés et examinés au début de 1998. Le rythme des procédures devrait s'accélérer en 1998 et les besoins en services d'appui augmenteront en fonction de la complexité de la logistique nécessaire et du nombre et de la fréquence des sessions. Le montant des ressources demandées tient compte de la restructuration du Tribunal criminel international pour lui permettre de faire face à la demande future. Le montant général de ces ressources est en rapport avec l'ampleur et la portée des tâches demandées au Tribunal criminel international pour lui permettre de s'acquitter de son mandat le plus rapidement possible, conformément à la demande de l'Assemblée générale.

5. L'Assemblée générale a décidé, en ce qui concerne les deux Tribunaux, d'examiner la question de leur financement à sa session actuelle. L'expérience a prouvé que le mécanisme spécial mis au point en 1995 s'est avéré efficace comme méthode de répartition de la charge financière. Néanmoins, lors de l'examen du financement futur des deux Tribunaux, la Commission devra tenir compte du fait que les soldes inutilisés du compte spécial de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) sont pratiquement épuisés (comme il apparaît au paragraphe 77 du document A/C.5/52/13) et que les soldes inutilisés du compte de la Force de protection des Nations Unies sont désormais complètement épuisés, comme il ressort du paragraphe 83 du document A/C.5/52/4.

6. M. MSELLE (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) a présenté le rapport du Comité consultatif sur les conditions d'emploi des juges des deux Tribunaux ainsi que les prévisions budgétaires pour 1998 pour le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie (A/52/696) et son rapport sur les prévisions budgétaires pour 1998 pour le Tribunal criminel international pour le Rwanda (A/52/697). Le Comité consultatif a déjà présenté ses recommandations à l'Assemblée générale au sujet des émoluments des juges et d'autres questions connexes et traitera la question du droit à pension et des pensions de reversion en 1998.

7. Sur le montant brut des dépenses prévues pour 1998 pour le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie (71,1 millions de dollars), 38,5 millions de dollars correspondant au montant brut des dépenses de personnel; la création de 204 postes nouveaux est proposée. Le montant brut des prévisions des dépenses pour le Tribunal criminel international pour le Rwanda s'élève à 58,9 millions de dollars, dont 38,7 millions (déduction faite des contributions du personnel) concernent les dépenses de personnel; la création de 165 postes nouveaux a été proposée. Les deux Tribunaux vont progressivement supprimer l'utilisation de personnel fourni à titre gratuit.

8. Le Comité consultatif se félicite de l'amélioration de la présentation des projets de budget pour les deux Tribunaux et, en particulier, de l'introduction d'indicateurs de résultats. Les échanges de vues du Comité consultatif avec des représentants du Secrétaire général et des deux Tribunaux lui ont permis d'apprécier à leur juste valeur l'évolution récente et l'ampleur et la complexité de la tâche attribuée aux deux Tribunaux. Dans des rapports précédents, le Comité consultatif a présenté de nombreuses recommandations qui ont été adoptées par l'Assemblée générale et qui ont été appliquées ou sont en cours d'application. Au stade actuel des travaux des Tribunaux, il conviendrait de leur affecter des ressources adéquates pour leur permettre de terminer leurs enquêtes aussi rapidement que possible et d'accélérer le procès des suspects déjà incarcérés. Des économies mal placées peuvent entraîner une augmentation de dépenses pour l'avenir; il faut donc fournir aux deux Tribunaux les locaux supplémentaires dont ils ont besoin. On trouvera à l'annexe III du rapport du Comité consultatif sur le financement du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie (A/52/696) une justification pour la construction d'une deuxième salle d'audience. L'Organisation des Nations Unies ne peut pas prendre le risque de s'attirer des critiques pour garder les suspects en détention pendant de longues périodes simplement parce que le Tribunal manque d'espace. Une des obligations essentielles des deux Tribunaux est de juger les accusés sans retard excessif, comme l'exigent leurs statuts.

9. Compte tenu de ces considérations, le Comité consultatif recommande seulement des modifications mineures aux prévisions budgétaires pour les deux Tribunaux. Il recommande l'acceptation des postes demandés pour les deux Tribunaux; cependant, compte tenu de la capacité de recrutement du Secrétariat et des Tribunaux et compte tenu du taux de vacance actuel des postes, il a recalculé les dépenses de personnel en se fondant sur un facteur de vacance de postes plus élevé que celui qui a été utilisé par le Secrétariat. Sur la base de ce nouveau calcul et des modifications mineures préconisées dans ses rapports, le Comité consultatif recommande qu'un crédit d'un montant brut de 68,8 millions de dollars (soit un montant net de 62,3 millions de dollars) soit ouvert au Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie et un montant brut de 56,7 millions de dollars (soit un montant net de 50,8 millions de dollars) soit ouvert au Tribunal criminel international pour le Rwanda. La quote-part des États Membres pour les dépenses du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie devra être calculée compte tenu d'un solde inutilisé d'un montant prévu de 10,2 millions de dollars pour 1997.

POINT 114 DE L'ORDRE DU JOUR : EXAMEN DE L'EFFICACITÉ DU FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF ET FINANCIER DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (suite) (A/49/368 et Corr.1, A/49/471 et Corr.1 et A/49/633; A/52/674)

10. M. SIAL (Pakistan), parlant en sa qualité de Coordonnateur des consultations informelles sur le renforcement des mécanismes de contrôle externe, dit que la Commission n'a pu parvenir à un consensus concernant un projet de résolution sur cette question. Compte tenu du temps limité dont la Commission dispose, il propose qu'elle reporte l'examen de cette question du renforcement des mécanismes extérieurs de contrôle au titre du point 114 à la

/...

reprise de sa cinquante-deuxième session et demande aux fonctionnaires des conférences de décider quand cette question devrait être examinée.

11. Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 15 h 30.